

mercredi, 25. Janvier 2017



SOMMAIRE Cliquez sur les titres pour lire les articles

Marché & Economie.....	2
<i>Forum de dialogue Finances 5+5 : renforcer la coopération</i>	<i>2</i>
<i>Ouverture de la ligne ferroviaire Bougezhoul-Tissemsilt avant fin 2017.....</i>	<i>2</i>
<i>Facture d'importation des médicaments en 2016 : En hausse</i>	<i>3</i>
<i>Coface/secteur pétrolier algérien : De grandes performances</i>	<i>3</i>
Commerce	4
<i>Tassili Airlines : Cap sur l'Afrique.....</i>	<i>4</i>
<i>M-paiement : "Djezzy sera prêt en 2018"</i>	<i>5</i>
Transactions & Contrats	5
<i>Accord de partenariat entre Saidal et Acdima : La bioéquivalence se fera en Algérie</i>	<i>5</i>
Régions.....	6
<i>El-Bayadh : Six milliards de dinars d'investissements</i>	<i>6</i>
<i>50.000 tonnes de semences de pomme de terre</i>	<i>6</i>



CCI ALGÉRO-FRANÇAISE

غرفة التجارة و الصناعة الجزائرية-الفرنسية

Siège social : 38 rue Abou Noues Hydra, Alger

Accueil & Bureaux : Villa Malglaive

01 rue du professeur Vincent Telemly, Alger

Tél: +213 (0) 23 507 019

Fax: +213 (0) 23 507 032

cciaf@cciaf.org

www.cciaf.org

NOS EVENEMENTS SUR

WWW.CCIAF.ORG

Forum de dialogue Finances 5+5 : renforcer la coopération

Source : El Moudjahid

Les travaux de la réunion des ministres des Finances des pays du Forum de dialogue 5+5 des pays de la Méditerranée occidentale ont débuté hier à Paris. Coprésidée par le ministre des Finances, Hadji Baba Ammi, et le ministre français de l'Economie et des Finances, Michel Sapin, la réunion, qui se déroule à huis clos, constitue pour les pays de deux rives de la Méditerranée occidentale une occasion pour les ministres en charge des Finances d'engager des échanges « sur des questions d'intérêt commun ». Dans un entretien avec la presse algérienne, peu avant le début des travaux, M. Baba Ammi a indiqué que les domaines de coopération des pays du 5+5 finances sont « très importants », notamment la coopération douanière et énergétique, qui sont les deux points « principaux » de cette rencontre.

Pour rappel, les ministres du Forum 5+5 finances aborderont des questions liées, entre autres, à la transparence financière et à la mise en œuvre des normes et des standards internationaux de transparence définis par le Groupe d'action financière (GAFI) ainsi qu'à la mise en place de dispositifs de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Ils débattront également de la coopération dans le domaine fiscal, notamment, la poursuite des dialogues bilatéraux entre administrations fiscales afin d'assurer une application uniforme des dispositions des conventions fiscales, et du renforcement de la coopération entre les Etats en vue d'améliorer le cadre

des échanges économiques tout en sécurisant la situation des contribuables. Cette réunion se penchera aussi sur la coopération douanière en vue d'une plus grande efficacité, notamment en matière de lutte contre les grands trafics, ainsi que les possibilités de renforcement de capacités et la formation des agents. Il est prévu également, dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique, de passer en revue les engagements pris et les initiatives lancées, sur le plan financier, lors de la Conférence de Paris (COP21) et celle de Marrakech (COP22), afin de rendre les flux financiers et les investissements « compatibles » avec un développement à faible émission de gaz à effet de serre. Le Dialogue en Méditerranée occidentale, dit Dialogue 5+5, qui réunit l'Espagne, la France, l'Italie, Malte et le Portugal avec l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, la Libye et la Mauritanie, a été lancé officiellement à Rome en 1990.

Les relations économiques franco-algériennes « très fructueuses » et « très confiantes »

Le ministre français de l'Economie et des Finances, Michel Sapin, a affirmé que les relations franco-algériennes dans le domaine économique, à l'instar des autres aspects de la coopération, sont « très fructueuses » et « très confiantes ».

« Globalement, nous avons des relations très fructueuses, très confiantes dans les domaines économiques comme dans tous les autres aspects de la coopération bilatérale », a-t-il déclaré à l'APS, à la Télévision et à la Radio algériennes, à l'issue de son entretien avec le ministre des Finances, Hadji Baba Ammi, peu avant le début de la réunion des ministres des Finances des pays du Forum de dialogue 5+5 des pays de la Méditerranée occidentale. Le ministre français a indiqué qu'au cours de cette « courte »

réunion bilatérale « c'est toujours important qu'on puisse se connaître à la fois personnellement et parler de la situation de l'Algérie qui a fait face, comme beaucoup d'autres, à une baisse de ses recettes dues à la baisse du prix du pétrole », soulignant qu'elle l'a fait avec « beaucoup de détermination ». « L'Algérie est aujourd'hui en situation de faire face à ces difficultés sans renoncer aux investissements nécessaires au développement du pays », a-t-il ajouté, relevant que les deux pays ont « beaucoup » de coopération bilatérale.

Ouverture de la ligne ferroviaire Boughezoul-Tissemsilt avant fin 2017

Source : El Moudjahid

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Boudjemaa Talai a annoncé, hier à Tissemsilt, l'ouverture de la ligne ferroviaire Boughezoul-Tissemsilt avant la fin de l'année.

Animant un point de presse en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya, M. Talai a souligné que cette ligne pour le transport de voyageurs et de marchandises, s'étendant sur 185 kilomètres, contribuera à l'essor économique dans la région, ajoutant qu'elle sera dotée d'une gare principale à Tissemsilt.

Par ailleurs, le ministre a déclaré « nous ne disposons pas actuellement de moyens pour financer le projet de réalisation de la nouvelle ligne ferroviaire Khemis Meliana -Tissemsilt qui est à l'étude ». Le plan national de transport ferroviaire prévoit l'extension du réseau de 4.000 km actuellement à 12.500 km dans les prochaines années, a indiqué le ministre ajoutant que dans le cadre de ce plan, 2300 km de lignes sont en cours de réalisation et que tous les projets lancés seront

réceptionnés dans les délais impartis. M. Talai a annoncé l'entrée de la gare de voyageurs type A de la ville de Tissemsilt en service le 5 juillet prochain. Par ailleurs, un plan logistique national sera présenté dans les prochaines semaines devant le gouvernement pour organiser l'activité des zones logistiques, zones industrielles, ports secs au service de l'économie nationale, a fait savoir le ministre soulignant qu'en cas de disponibilité de moyens financiers, le restant de l'autoroute est-ouest sera lancé à l'est du pays sur une distance de 84 km en plus des travaux de réfection d'une trémie à Djebel El Wahch (Constantine) qui seront concrétisés au courant de cette année. Au sujet des intempéries qui sévissent dans le pays, M. Talai a affirmé que son département a pris plusieurs mesures concrétisant un grand programme d'ouverture des routes nuit et jour avec la mobilisation des moyens de l'Armée nationale populaire (ANP).

D'autre part, il a indiqué que l'investissement en services du tramway et du métro dans la partie-ouest d'Alger, qui accuse un manque en matière de transport collectif, sera revu si des investisseurs expriment leurs intentions. Ces services dépendent actuellement de moyens de financement du Trésor public.

Lors d'une émission radiophonique, le ministre a déclaré que le projet de réalisation de l'autoroute des Hauts plateaux n'est pas à l'ordre du jour car ce genre de projets nécessite de gros moyens financiers. La visite du ministre a été marquée par l'inspection du projet de réalisation de la ligne ferroviaire Tissemsilt-Boughezoul et des travaux de concrétisation de la gare principale ferroviaire du chef-lieu de wilaya, ainsi que par la présentation d'un exposé sur l'étude portant sur les projets du dédoublement de la double voie express Khemis Meliana-Tissemsilt-Tiaret (172 km) et de la ligne ferroviaire Khemis Miliana-Tissemsilt. M. Talai s'est

enquis également du projet de réalisation d'une pénétrante de Tissemsilt sur une distance de 18 km avec la réalisation d'un échangeur et a inspecté la gare routière de transport de voyageurs type A au chef-lieu de wilaya.

Facture d'importation des médicaments en 2016 : En hausse

Source : El Moudjahid

La facture d'importation des produits pharmaceutiques a augmenté de plus de 2% au cours de l'année 2016 par rapport à 2015 en dépit de la baisse des quantités importées, a appris l'APS auprès des Douanes.

La valeur des importations de ces produits a grimpé à 2,02 milliards de dollars (usd) en 2016 contre 1,97 milliard usd en 2015 (+2,4%), précise le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (Cnis). Par contre, les quantités importées ont reculé à 23.614,2 tonnes (t) en 2016 contre 26.915,7 t (+12,26%). Par catégorie de produits, la facture des médicaments à usage humain s'est chiffrée à 1,9 milliard usd contre 1,87 milliard usd (+1,52%), tandis que les quantités importées ont baissé à 21.083,1 t contre 24.561,2 t (-14,1%).

Ce sont surtout les médicaments à usage vétérinaire qui ont vu la facture d'importation monter en flèche à 35,17 millions usd contre 29,53 millions usd (+19,1%) malgré une diminution des quantités importées à 661,5 t contre 681,02 t (-2,85%).

Pour les importations des produits parapharmaceutiques (pansements adhésifs, gazes, réactifs...), elles ont augmenté à 81,38 millions usd (1.869,5 t) contre 68,67 millions usd (1.673,5 t), soit une hausse de 18,52% en valeur et de 11,71% en volume.

Dans le cadre de la rationalisation des importations des médicaments, un arrêté ministériel publié en décembre 2015, avait fixé la liste des produits pharmaceutiques à usage humain et des matériels médicaux fabriqués en Algérie qui sont interdits à l'importation.

Il s'agit de 357 médicaments composés de comprimés, crèmes et pommades dermiques, solutions injectables, suppositoires, pommades ophtalmiques et de sirop. S'y ajoute également une liste de onze matériels médicaux fabriqués localement et qui sont aussi interdits à l'importation telles les seringues, compresses et bandes de gaze et la bicarbonate de soude pour dialyse.

Coface/secteur pétrolier algérien : De grandes performances

Source : El Moudjahid

Le secteur pétrolier algérien a montré des performances "positives" comparativement à 2015, a affirmé la Coface dans son rapport annuel "Risque pays 2017", relevant que la croissance "n'a que faiblement ralenti en 2016". "En dépit de la baisse du PIB pétrolier nominal, le secteur pétrolier a montré des performances positives comparativement à 2015 en maintenant un taux de croissance supérieur à zéro", a expliqué la Coface, un organisme français d'assurance-crédit, dans son analyse des risques et prévisions sur 160 pays, publiée lors du colloque organisé mardi à Paris. Dans ce nouveau rapport, l'Algérie a été classée à la catégorie C où le risque d'impayés des entreprises est élevé, et à la catégorie B en matière d'environnement des affaires où la fiabilité et la disponibilité des bilans d'entreprises sont "très variables", alors que dans le précédent, elle était dans la catégorie B avec un risque "assez faible". La note C concerne donc les pays dont les perspectives économiques et financières sont "très incertaines",

selon l'explication du rapport, et la probabilité moyenne de défaut des entreprises est "très élevée". Figurent dans cette catégorie notamment l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Liban, le Brésil, la Russie et la Grèce. Dans son analyse sur l'Algérie, la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur a indiqué que l'économie hors pétrole a certes présenté des signes de ralentissement, mais ils concernent principalement le secteur manufacturier et le secteur public. Les services et les secteurs liés à la consommation sont quant à eux restés "dynamiques", a estimé la Coface qui a constaté que les dépenses des ménages sont restées "soutenues" en partie "grâce au maintien des subventions hors énergie". Le rapport fait observer que face à un risque de ralentissement "prolongé" suite à une baisse des investissements en capital, les autorités algériennes avaient, en outre, maintenu les dépenses sociales et une réforme de la fiscalité des entreprises du secteur privé. "Les mesures d'austérité annoncées en 2017 devraient cependant conduire à une nette décélération de l'activité mais le gouvernement prévoit dans le même temps de lancer un plan de diversification économique sur la période 2016-2019", a-t-il rappelé, soulignant que ce programme aura pour objectif de favoriser 18 filières industrielles et d'amorcer la relance et l'intégration des industries ainsi que la création d'emplois. Par ailleurs, la Coface a estimé que la légère augmentation du prix du pétrole attendue en 2017 "ne suffirait pas à faire baisser la pression sur les finances publiques et les exportations, qui continuerait à peser sur l'environnement macroéconomique national", voyant dans la hausse des taxes et de l'inflation une contrainte pour la consommation des ménages. Sur le plan des dépenses, l'analyse de la Coface fait ressortir une diminution du déficit public en 2016, prévoyant le maintien du déficit de la balance commerciale "en dépit des tentatives de la part des autorités de juguler la facture d'importations", indiquant que l'Algérie reste,

en outre, "largement tributaire" de son partenaire européen.

COMMERCE

Tassili Airlines : Cap sur l'Afrique

Source : El Moudjahid

La compagnie aérienne Tassili Airlines (TAL) envisage de se déployer à travers le continent africain, tout en investissant d'autres créneaux offrant de nouvelles prestations à ses passagers, a affirmé son Pdg, Belkacem Harchaoui, dans un entretien à l'APS. «Notre objectif est de faire de Tassili Airlines une compagnie régionale en investissant le marché africain. Nous œuvrons dans ce sens», avance M. Harchaoui, rappelant le projet d'inauguration, au courant du 1er trimestre 2017, d'un vol Alger-Tindouf-Nouakchott. Ce projet s'inscrit dans le sillage des orientations des pouvoirs publics de promouvoir le produit national et d'encourager les exportations vers l'Afrique qui offre des opportunités certaines, explique-t-il tout en notant qu'il s'agit aussi de continuer à investir l'Europe et «là où la demande s'exprime». Dans la perspective de la pénétration du marché africain, poursuit le Pdg, TAL a procédé, fin novembre 2016, à la signature d'un protocole d'accord avec Logitrans (Groupe SNTR), portant sur le fret de marchandises par avion cargo : Une spécialisation que la compagnie s'attelle à développer pour accompagner son déploiement continental. M. Harchaoui a, en outre, insisté sur la volonté de la compagnie d'avoir une «plus grande visibilité» et d'offrir une «autre alternative» pour les passagers, avant de noter que TAL se distingue également par le volet de la formation auquel elle consacre un budget «assez conséquent» au bénéfice de l'ensemble du personnel navigant et au sol. «Nous faisons du volet de la formation un cheval de bataille pour pouvoir nous hisser au niveau d'une compagnie de

dimension internationale», assure-t-il. Questionné sur la flotte dont dispose ce transporteur public aérien, il observe que les douze appareils sont arrivés «à saturation», d'où l'intérêt de renforcer cette flotte pour investir d'autres lignes tant dans le transport pétrolier, domestique qu'étranger, rappelant l'appel d'offres lancé récemment pour l'acquisition de 4 modules de 155 places et d'un module de 70 places. Un autre appel d'offres a été également lancé pour l'affrètement de 2 avions destinés au transport sanitaire du personnel pétrolier et les populations des régions Hassi-Messaoud et d'Adrar. Outre l'acquisition de nouveaux appareils, la compagnie compte poursuivre sa politique des «tarifs concurrentiels» à travers la réduction des coûts des différents composants. Concernant les inaugurations effectuées ces derniers mois sur les lignes domestiques et à l'international, le Pdg de TAL fait valoir qu'elles obéissent à «une stratégie bien définie» liée au développement de la compagnie et en rapport avec les besoins de la compagnie-mère, Sonatrach. «La première priorité» de TAL demeure le transport des travailleurs dans les bases de vie du sud, tient-il à préciser. Le second volet est celui liant TAL aux partenaires de Sonatrach, citant l'inauguration, en 2016, des lignes Alger-Oran-Krechba (Ghardaïa) et Alger-Constantine-Krechba, sachant que Krechba abrite le centre d'exploitation de gaz en partenariat avec In Salah Gaz. En somme, affirme M. Harchaoui, «en tant que filiale du groupe Sonatrach, une société citoyenne, notre compagnie ne peut que s'inscrire dans cette démarche, et notre citoyenneté nous l'exprimons à travers la bonne prise en charge des voyageurs». Plus encore, «nous la menons également sur le plan environnemental», citant, notamment, la mise en place, au cours de l'année 2017, d'une «politique carburant» visant la réduction de consommation de kérosène et des émissions de CO2. Pour diversifier ses prestations, la compagnie prévoit, à travers sa filiale, de concrétiser un

partenariat avec une entreprise nationale pour le lavage des isolateurs des lignes à haute tension localisées dans le nord du pays. Il s'agit d'un projet au profit du groupe Sonelgaz, en partenariat avec un consortium franco-portugais permettant ainsi d'éviter les fréquentes coupures d'électricité durant la saison estivale.

M-paiement : "Djezzy sera prêt en 2018"

Source : Liberté

L'opérateur de téléphonie mobile Djezzy est prêt pour marquer une nouvelle ère en Algérie dans le monde du mobile et de la finance.

En effet, lors de l'ouverture, hier à l'hôtel El-Aurassi d'Alger, du forum intitulé "Mobile Money pour l'inclusion financière", le P-DG du leader des technologies numériques, Nesci Vincenzo, a indiqué que "l'introduction du mobile paiement en Algérie est annoncée pour 2018. Et 2018, c'est demain ! Un laps de temps d'une année qui permettra à l'ensemble des opérateurs de mieux sensibiliser les consommateurs ainsi que les acteurs du secteur du commerce sur l'importance de l'usage de ce nouveau service qui revêt une dimension particulière à la hauteur des enjeux qu'il présente."

Devant son invité d'honneur, à savoir GSM-Association, les représentants de la Poste, des opérateurs de la téléphonie mobile, des banques publiques et privées, mais aussi du Fonds national d'investissement et de la Satim, M. Vincenzo a estimé que "le transfert d'argent de mobile à mobile s'est particulièrement développé dans les pays émergents où notre actionnaire VimpelCom a une solide expérience". Il citera, entre autres, les formes de transaction, comme les petits paiements de proximité et les paiements à distance dématérialisés, désormais accessibles via la téléphonie

mobile. "C'est cette expertise que nous comptons mettre à la disposition de nos 16 millions d'abonnés et futurs abonnés une fois les textes réglementaires publiés. Le rechargement prépayé est déjà une forme de paiement mobile. Mais ce dernier va aller au-delà, permettant rapidité et mobilité pour l'utilisateur et économie en coûts de transaction. C'est surtout un produit d'appel assurant la fourniture de services et la pénétration de nouveaux marchés pour le fournisseur du service, qu'il soit opérateur de téléphonie mobile ou d'institutions financières", a développé encore M. Vincenzo.

Aux yeux du patron de Djezzy, si l'opération e-paiement a réussi en Algérie comme une première étape, notamment avec sa généralisation dans toutes les surfaces commerciales, il est évident que le m-mobile constitue une seconde étape et la plus importante. "Le boom de la téléphonie mobile est un coup d'accélérateur qui aidera à l'émergence de l'économie numérique pour laquelle nous contribuons à travers la mise en place d'un écosystème digitale et le soutien apporté aux jeunes porteurs de projets innovants. Avec le FNI et VimpelCom, Djezzy joue un rôle dans le développement de l'économie nationale algérienne à travers l'investissement d'un milliard de dollars sur les cinq prochaines années", a estimé M. Vincenzo.

Rappelant qu'ils sont 60 millions d'utilisateurs du mobile paiement dans le monde, l'orateur a souligné que le m-paiement "se décline comme un véritable marché économique mettant à la croisée des chemins des acteurs, comme les opérateurs des télécoms et les établissements bancaires (...) La plateforme numérique en Algérie est en train de jeter les bases d'une économie digitale dans le but de faciliter la vie des citoyens et contribuer à une meilleure traçabilité des flux financiers".

Raison pour laquelle, a expliqué M. Vincenzo, "Djezzy a organisé ce séminaire et marqué sa contribution à la vulgarisation de l'utilisation des moyens de paiements modernes dans le cadre de la politique du gouvernement". Pour sa part, le directeur des politiques publiques de GSM-Association, Nathan Naidoo, a indiqué que "l'Algérie est située au milieu de la carte mondiale de l'inclusion financière. C'est un pays qui recèle une population assez bancarisée, certes, mais beaucoup reste à faire. Si le m-paiement marche dans 82 pays, avec un portefeuille de 2 milliards d'utilisateurs, pourquoi pas en Algérie ?" Détaillant les processus d'intégration de ces "autoroutes financières", M. Naidoo a indiqué que le m-paiement, c'est-à-dire l'argent "mobile", est un secteur à deux vitesses assujéti à une réglementation rigoureuse, un réseau bien implanté près des consommateurs et des infrastructures lourdes et sécurisées. Révélant les limites de ce nouveau mode de paiement, le conférencier estime que le m-paiement "est une valeur ajoutée, mais toute chose à ses limites, dont le plafonnement des transferts, y compris à l'international."

TRANSACTIONS & CONTRATS

Accord de partenariat entre Saidal et Acdimma : La bioéquivalence se fera en Algérie

Source : El Moudjahid

Le groupe Saidal a signé, hier, un accord de partenariat avec la société jordanienne Acdimma portant sur la réalisation d'études de bioéquivalence en Algérie. Signé par le Pdg de Saidal, Yacine Tounsi, et le directeur général d'Acdimma, Mohamed Khalifa, cet accord consiste en la création d'une joint-venture entre les

deux parties qui sera chargée des études de conformité des médicaments génériques avec les princeps (médicaments originaux), et ce dans le nouveau Centre de bioéquivalence du groupe Sidal sis à Hussein Dey (Alger).

Ce partenariat algéro-jordanien, qui scelle une coopération de longue durée, selon M. Tounsi, prévoit, au préalable, une série de formations des cadres de Sidal en Algérie et en Jordanie avant que ne soient entamées les études de bioéquivalence des produits fabriqués aussi bien par ce groupe public pharmaceutique que par les autres opérateurs industriels pharmaceutiques privés nationaux. Ce partenariat sous forme d'une joint-venture permettra au «laboratoire pharmaceutique Sidal ainsi qu'aux autres laboratoires nationaux d'effectuer dans un centre de bioéquivalence des essais cliniques sur les médicaments génériques qui seront produits localement», a indiqué le Pdg du groupe Sidal, Yacine Tounsi, en marge de la cérémonie de signature qui s'est déroulée au ministère de l'Industrie. Présidant la cérémonie de signature, la secrétaire général du ministère de l'Industrie et des Mines, Mme Rabiaa Kerfi, a précisé que ce centre, le premier en Algérie, permettra d'établir et d'élaborer des études d'équivalence entre les médicaments princeps et génériques. «Il est très important qu'il y ait ce type d'étude cliniques d'analyse chimique pour étudier le niveau de conformité par rapport au médicament». «Appuyé par le centre Acdima pour une assistance technique et échange de bonne pratique entre le staff des deux centres, le centre de bioéquivalence de Sidal aura la possibilité de s'ouvrir sur les laboratoires nationaux et internationaux de sorte à se positionner sur le marché arabe et africain», a-t-elle ajouté. Il précisera également que ce centre est une réelle avancée pour la production des médicaments génériques en Algérie au moment où les autorités font

l'effort de réduire la facture des importations. M. Tounsi a souligné pour sa part, que l'objectif de Sidal à travers ce partenariat «est d'arriver à effectuer des études cliniques en terme de bioéquivalence, ce qui n'était pas disponible avant en Algérie». Selon lui, ces essais seront «effectués selon la réglementation sanitaire algérienne» qui est en évolution permanente», a-t-il ajouté. Pour le Pdg de Sidal, ce centre aidera les laboratoires nationaux à effectuer leurs essais lors de production des médicaments génériques, puisque il sera plus facile pour eux de passer les tests au lieu de faire appel à des centres étrangers. Le projet qui est réalisé avec un coût global de 3 millions d'euros, dont 60% de Sidal et 40% d'Acidima a été inauguré le mois dernier par le ministre de l'Industrie. Il a une capacité de réalisation de 10 études par an et comprend 24 lits. Selon, Tounsi, «le centre contient des équipements très sophistiqués pour les études et son extension sera effectuée selon le besoin». Mohamed Khalil, Pdg d'ACDIMA s'est félicité quant à lui, de ce partenariat en indiquant que ce centre permettra d'effectuer des «essais de bioéquivalence non seulement pour des laboratoires pharmaceutiques algériens mais aussi régionaux». Selon, Khalil, ACDIMA est un centre de bioéquivalence «reconnu de par le monde ou plusieurs groupes pharmaceutiques effectuent leurs essais». En effet, ce centre dont le siège est à Oman en Jordanie est le fruit d'un partenariat entre 16 pays arabes, dont l'Algérie représentée par Sidal.

REGIONS

El-Bayadh : Six milliards de dinars d'investissements

Source : Liberté

Dans un bilan de fin d'année présenté par l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI)

d'El-Bayadh, celle-ci a avalisé 40 projets d'investissement, dont un monté avec un partenaire étranger. Sur le plan financier, ce volume d'investissements représente un montant de 6,63 milliards DA, et l'essentiel des activités concerne les secteurs de l'industrie avec 14 projets, les services (9), le tourisme (7), le bâtiment et les travaux publics (5) et le transport (5), ont précisé les services de l'ANDI. Appelés à générer ensemble quelque 309 emplois, ces projets sont localisés dans différentes communes, dont celle du chef-lieu de wilaya (6 projets), Bougtob (5), Labiodh Sidi Cheikh (4), et le reste réparti entre celles de Mehara, Brezina, Tousmouline, B'noud et Kerakda. Par ailleurs, notre source relève une hausse du nombre de projets que l'ANDI a soutenus et accompagnés durant l'année écoulée, comparativement à l'année 2015 où il n'a pas dépassé les 20 projets, avant de rajouter que pas moins de 154 projets ont été soutenus depuis l'ouverture de l'agence en 2011, avec un volume global de plus de 16 milliards de dinars.

50.000 tonnes de semences de pomme de terre

Source : El Moudjahid

Plus de 50.000 tonnes de semences de pomme de terre importées ont été déchargées au port de Mostaganem dans le cadre de la campagne d'importation de ce produit pour la saison agricole 2016-2017, a-t-on appris lundi du directeur de wilaya des services agricoles (DSA)